L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX : rue de Chartres 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 14 AVRIL 1863. Entre Bienville et Conti.

Nouvelle-Orléans :
MARDI MATIN, 14 AVRIL.

AVIS — Toutes les nouvelles de notre édition d'hier soir sont reproduites sur le verso de notre première page.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par le shérif—à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, le terme restant du bail du magasin No 27, rue de Chartres.

Par J. B. Cloozat, à onze heures, dans la rue Royale, No 86—meubles, instruments de dentiste, cigares, &c.

Par F. F. Trinchard, à 10 heures, dans la rue Gravier, No 44, près l'encoignure Magazine—jambons, épaules, morue, maquereaux, hareng, eau de vie, &c &c.—Aussi à 10 heures, dans la rue Gravier, No 42, allumettes—Et au même lieu, cigares de la Havane.

Par D. E. Morphy, sur la Levée, face à la rue Lafayette, bois de construction.

Par E. Roger & Co., à leurs salles d'encan, rue Vieille Levée, grande vente de marchandises sèches.

Par R. Scott, à 4 heures P. M., sur la Levée, en face du marché français—Champagne, vins rouges et vermouth.—Aussi, à 10 heures, à la salle d'encan, rue des Magasins, No 54—marchandises diverses.

Par J. P. Boisseau, à onze heures, à sa salle d'encan, rue des Magasins, Nos 27 et 29, encoignure Gravier—provenantes de provisions.

Par R. T. Montgomery, à 10 heures et demie, à l'entrepôt India, rue Tchoupitoulas, No 145, foin.—A midi, dans la rue du Camp, No 93, huile de charbon, graines de coton et amidon.

Par R. T. Montgomery, rue du Camp, No 93, groceries et autres articles.—Aussi, 100 balles de mousse.

UN CANARD MEXICAIN.

Prétendue défaite des Français.

Il existe à Matamoros une fabrique de canards destinés à porter aux Etats Unis les nouvelles les plus fausses et les plus contradictoires sur la guerre du Mexique.

C'est ainsi qu'il y a deux mois la nouvelle arriva du Rio Grande que les Français avaient pris Puebla. Ensuite vint la défaite de 15,000 Français par 10,000 Mexicains, puis l'anéantissement d'un régiment de Zouaves pris au lasso. Enfin, dernièrement, un télégramme, parti du même point, portait à Richmond la nouvelle de la prise de Mexico par l'armée française.

Une gazette, arrivée hier de Matamoras, nous a apporté la contre-partie de cette dernière nouvelle, sous la forme d'un extra du *National Guard*, de Matamoras, daté du 5 avril.

Ce factum contient des proclamations et un prétendu rapport d'Ortega à Comonfort, le tout annonçant la mirobolante nouvelle qui suit :

"Les Français ont été battus devant Puebla le 27 mars, et ont perdu 8,000 hommes et 60 pièces d'artillerie, tandis que les Mexicains n'ont perdu que SOIXANTE HOMMES." Amen ! L'inventeur de la nouvelle ne tenait évidemment pas à ce qu'on y ajoutât foi.

Bien que nous eussions reçu l'extra du *National Guard* en même temps que les autres journaux de la ville, nous n'avons pas jugé utile de faire paraître une édition extraordinaire pour mettre sous les yeux de nos lecteurs ce magnifique canard du Rio Grande.

Nouvelles du Kentucky et du Tennessee.

Le *Philadelphia Inquirer* du 2 avril contient les dépêches suivantes qui ne se trouvent pas dans les journaux de New York de la même date :

Cincinnati, 2 avril.—On a reçu ici des dépêches de Memphis, datées du 26 mars.

Buell Street, le guerillera notoire, a été tué, pendi dernier, près de Bolivar, par le colonel Hurst, du 1er régiment fédéral de cavalerie du Tennessee.

Un train de passagers sur le chemin de Charleston, a déraillé près de Moscow, par suite de l'enlèvement des rails par les guerillas. Le train s'étant arrêté, les guerillas sont accourus, ont tué un citoyen de Bolivar et ont blessé sept autres voyageurs. Ils ont fait prisonniers une quarantaine d'individus et en ont relâché la majorité sur parole.

Jeff. Thompson est arrivé récemment de l'Arkansas. Il dit que le général Kirby Smith et son état major sont arrivés à Little Rock ; que Price était à Camden, sur la rivière Ouachita, et qu'il devait être à Little Rock lundi.

Cincinnati, 1er avril—L'opinion du correspondant à Murfreesboro, du *Commercial*, est que les forces de Van Dorn ont remonté la rivière Cumberland, probablement pour secourir Pegram. Van Dorn arrivera trop tard.

Les nouvelles spéciales du Kentucky n'ajoutent rien aux renseignements déjà publiés. On s'attend à des nouvelles excitantes de Somerset, attendu que Carter tient les envahisseurs dans une fâcheuse position.

La cavalerie de Walker a fait une pointe à Mont Sterling et a tué ou capturé un certain nombre des hommes de Clake. Il y a un léger espoir que toute la bande sera prise.

RENSEIGNEMENTS INEDITS SUR L'ATTAQUE CONTRE PORT HUDSON

Une correspondance de l'*Inquirer* de Philadelphie nous révèle que le mouvement du général Banks contre Port Hudson a été beaucoup plus sérieux que les lettres de la Nouvelle Orléans ne l'ont généralement donné à entendre. Les officiers unionistes, paraît il, s'attendaient en marchant sur Port Hudson à un succès facile et complet, comptant sur les brigades de renfort que des transports leur amenaient par le fleuve. Mais les confédérés pratiquèrent une énorme crevasse à la digue du Mississippi, et le courant emporta les transports et les échoua pour la plupart. L'un deux, le *Morning Light*, a passé par dessus la digue et est allé s'installer à sec dans un champ de cannes à sucre.

L'inondation entraînait les bâtiments, et les était épars au gré de son caprice. Cependant, les fédéraux s'étaient à grand peine un dessin, et une brigade débusqua à sept ou huit milles au dessous de Port Hudson. Ce que voyant, les sécessionnistes firent une nouvelle ouverture à la digue, et mirent toute la brigade en danger d'être noyée. Il fallut réparer la digue sous le feu de l'ennemi ; on y est parvenu tant bien que mal au prix de grands dangers, mais la place n'était guère tenable, et les Fédéraux ont fait sagement de se porter à quelque distance. Le plan du général Banks, consistant à attaquer Port Hudson en arrière, tandis que le corps de débarquement prendrait la place en flanc, avait échoué, et c'est sans doute ce qui a déterminé le général à revenir à Baton-Rouge.

UNE LETTRE INTERCEPTEE DE M. JUDAH P. BENJAMIN.

La Confédération et la traite des nègres

Une correspondance adressée par le secrétaire d'Etat confédéré à l'honorable L Q C. Lamar, commissaire du Sud à St-Petersbourg, est tombée dernièrement au pouvoir du gouvernement fédéral. Mais, pour cette fois, la prise n'offre qu'un intérêt fort secondaire. M. Benjamin en perdant sa lettre n'a pas fait une grande perte et le gouvernement fédéral en la trouvant n'a pas fait une découverte bien grande. Il s'agit dans cette lettre d'une chose que tout le monde aux Etats Unis connaissait, c'est que la Constitution des Etats Confédérés prohibe l'importation des nègres de race africaine de tous pays étrangers autres que les Etats ou territoires à esclaves des Etats-Unis d'Amérique et que le Congrès est requis de faire des lois qui empêchent ce commerce d'une manière effective.

Voilà qui est clair et net, mais M. Benjamin qui reconnaît la prohibition ne voit là qu'un devoir de la part du Congrès, et il trouve que ce devoir est la plus forte preuve qu'on puisse donner de l'absence de tout pouvoir de la part du Président et du Sénat qui sont investis de l'autorité de faire des traités. En effet le Sénat et le Président ne constituent pas le Congrès et ce ne est au Congrès à faire des lois pour aider à l'exécution de la clause constitutionnelle dont il est ici question, il s'en suit que M. Benjamin a dit une chose fort juste dans sa communication à M. Lamar. Seulement nous nous étonnons qu'on s'inquiète à St-Petersbourg d'une chose pareille. Mais, surtout à part, on sera par toutes les voies possibles, même par le vote du Nord, puisque la lettre interceptée a été publiée tout d'abord par les journaux abolitionistes, que la Confédération, en supposant son indépendance reconnue, ne pourrait quand même elle le voudrait, rétablir la traite des nègres d'Afrique sur ce droit lui est interdit par une clause même de sa Constitution.

GREVE DES OUVRIERS DANS LES CHANTIERS DE MARINE A NEW-YORK

Le gouvernement a, dit-on, pris en main l'affaire des ouvriers américains qui demandent une augmentation de salaire dans les usines et chantiers de marine, quand les ouvriers anglais au contraire sont exacts, fidèles et subordonnés dans leurs travaux. Le gouvernement aurait décidé que ceux des ouvriers américains qui ne retourneraient pas à leurs travaux seraient considérés au rôle et forcés de renoncer pour le prix modique accordé aux soldats en service. En attendant une dizaine de pelotons d'est portés sur les usines du Continental pour maintenir l'ordre. (*Idem*)

Steamship Melville.

Le steamship *Melville*, capitaine Ellis, est arrivé hier de Rio Grande avec les passagers suivants :

Mme Lewis et son enfant, MM. J A Gomels, H Berding er, J A Tu'le, et cinq passagers d'entrepont.

MEETING COSMOPOLITE A NEW YORK.

Quelques cerveaux brulés, de nationalités diverses, qui tout en se prétendant démocrates sont en faveur de l'importation des doctrines cosaques et autrichiennes dans ce pays, ont organisé un meeting à New York, dont les résolutions sont principalement dirigées contre la France, bâtons-nous de dire qu'un bien petit nombre de Français y ont assisté.

Voici ce que nous lisons dans le *Courrier des Etats Unis* au sujet de cette réunion :

Le meeting réuni mardi soir au Cooper Institute pour protester au nom des Européens qui ont échangé leur nationalité pour la nationalité américaine, contre l'intervention des monarchies du Vieux-Monde en Amérique, n'a rien présenté de remarquable.

"Ce meeting, dit le *Herald*, a eu lieu conformément au programme, mais il a abouti à une démonstration fort différente de celle qu'on attendait généralement. Il n'y avait pas une seule personne de distinction ou de notoriété sur la plateforme, la salle n'était remplie qu'en partie, et les débats qui ont été menés en anglais, en français, en allemand et en italien, n'ont été remarquables que par les accusations qui ont été portées contre les *copperheads* et les louanges qui ont été faites des abolitionistes.....

Les généraux Frémont et Sigel, émus on avait promis la présence, étaient absents. Les résolutions priant demandant un suprême effort pour la subjugation du Sud, protestent contre toute intervention étrangère, contre a guerre du Mexique, contre l'annexion de St Domingue à l'Espagne, conseillent les mesures les plus violentes contre l'opposition au Nord, célèbrent la proclamation émancipatoriste, etc.....etc.....Les auteurs des résolutions déclarent qu'ils sont prêts "à sacrifier leur vie, leur fortune et leur honneur sacré pour la cause de la république," à l'exemple de son illustre fondateur.

INTERVENTION.

Le *London Post*, organe de lord Palmerston, fait un appel énergique à la France et à l'Angleterre en faveur d'une intervention combinée en Amérique. Une intervention amènerait la paix et assurerait un approvisionnement de coton et la reprise des travaux manufacturiers dans les deux pays. (*N. Y. Herald*)

COMBAT AVEC LES INDIENS.— On lit dans le *Courrier des Etats Unis* :

Les troupes chargées de la police du Territoire de Washington ont remporté une grande victoire sur les Indiens de ce district. Sur 300 guerriers, 224 ont été massacrés. Ainsi disparaissent peu à peu les anciens possesseurs du sol américain. Comment se fait il qu'il ait tant de négrophiles en Nord, et que pas une voix ne s'élève en faveur de tribus dont les droits sont incontestables, et qu'on décime par le fer, l'eau de vie et la corruption systématiquement organisée, non par le gouvernement, mais par les autorités locales ?

COTONS ET TABACS FRANÇAIS.

On lit dans un journal du Nord :

Le bruit court à Washington, dans les cercles qui prétendent recevoir les meilleures informations, que les gouvernements de France et des Etats Unis échangent une correspondance très active. Il s'agit de grandes quantités de tabacs et de coton appartenant à des négociants français et déposés à Richmond, à Charleston, à la Nouvelle Orléans et à Mobile.

LA CRISE AMERICAINE ET L'EUROPE.

Nous lisons dans une correspondance financière du 13 mars, adressée de Londres au Constitutionnel :

Les dernières nouvelles des Etats Unis font toutes un tableau plus ou moins sombre de la démoralisation profonde et du découragement qui existent dans la communauté fédérale. La prime sur l'or a touché un moment 72 pour cent et se maintient à 60. Il est impossible qu'une élévation proportionnelle dans le prix des choses nécessaires à la vie, subsistances, vêtemens, loyers, en soit la conséquence obligée de cette situation économique. Sans doute les contribuables ont été jusqu'à ce jour fort ménagés par le gouvernement de Washington, lequel a préféré multiplier les emprunts et recourir au pire moyen du papier monnaie plutôt que d'augmenter l'impôt direct. Mais si la lutte devait se continuer quelque temps encore dans des conditions aussi peu glorieuses pour les armes du gouvernement fédéral que ruineuses pour son trésor, si enfin de nouvelles émissions de papier-monnaie plaçaient la société américaine dans un désarroi pareil à celui de la société française sous le Directoire, il faudrait bon gré mal gré arriver à une transaction pacifique. La méfiance règne parmi les membres du gouvernement comme parmi les généraux, l'armée est profondément découragée par l'indiscipline et la désertion, aucun des projets militaires et maritimes conçus à Washington n'a pu s'exécuter, enfin partout se révèlent les symptômes d'une immense lassitude et d'un mécontentement profond. Le marché anglais suit avec un intérêt facile à comprendre cette succession de revers et d'embarras. Chaque semaine qui s'écoule, chaque steamer qui arrive de New York accroît la conviction que nous sommes au commencement de la fin et qu'un dénoûment est proche.

Correspondances diplomatiques sur la question américaine.

On lit dans la *France* :

On lit dans *le Globe*, du 13 :

Trois séries de dépêches sur les affaires de l'Amérique du Nord, viennent d'être publiées. La première comprend la correspondance entre le comte Russell, lord Lyons et M. Stuart, surtout au sujet du coton. A la fin, cependant, il se trouve quelques dépêches portant sur la politique des Etats Unis et la marche de la guerre. Voici la critique du comte Russell sur la proclamation d'émancipation du président Lincoln :

Le comte Russell à lord Lyons.

Foreign Office, 17 janvier 1863.

Mylord, la proclamation du président des Etats Unis comprise dans la dépêche de Votre Seigneurie du 2 courant paraît être d'une nature très étrange.

Elle déclare émancipé tous les esclaves dans les lieux où les autorités des Etats-Unis ne peuvent exercer aucune juridiction ni faire de l'émancipation une réalité ; mais elle ne décrète pas l'émancipation des esclaves dans des Etats ou parties d'Etats occupés par des troupes fédérales et assujettis à la juridiction des Etats Unis et où, en conséquence, l'émancipation, après avoir été décrétée, pourrait être mise à exécution.

Il semblerait en résulter que dans les Etats limitrophes et aussi à la Nouvelle Orléans, un propriétaire d'esclaves pourrait recouvrer son esclave fugitif par la voie légale ordinaire ; mais que dans les dix Etats où la proclamation décrète l'émancipation un esclave fugitif arrêté en vertu d'un mandat légal, pourrait résister, et si résistance, et elle avait du succès, devrait être soutenue et aidé par les autorités des Etats Unis et les forces armées des Etats-Unis. La proclamation, en conséquence, rend l'esclavage à la fois légal et illégal ; elle rend les esclaves punissables pour s'enfuir loin de leurs maîtres ou fondés à être maintenus et encouragés à le faire, suivant la localité de la plantation à laquelle ils appartiennent et la loyauté de l'Etat où ils peuvent se trouver.

Il ne paraît pas y avoir de déclaration d'un principe contraire à l'esclavage dans cette proclamation, c'est une mesure de guerre et une mesure de guerre d'une nature très contestable.

Le président Lincoln ayant deux fois fait appel au jugement du monde dans sa proclamation, j'ose dire que je ne pense pas qu'elle puisse ou doive satisfaire les amis de l'abolition qui veulent la liberté complète et impartiale pour l'esclave et non pas la vengeance contre le propriétaire d'esclaves.—Je suis, &c.

Signé : RUSSELL.

Le 13 janvier, lord Lyons écrit de Washington sur l'état général des partis politiques en Amérique.

Lord Lyons au comte Russell (reçue le 29 janvier.—Extrait.)

Washington, le 13 janvier 1863.

Le terme du service d'une très grande partie de l'armée expire au printemps ou au commencement de l'été. Si le sentiment actuel continue, très peu d'hommes s'enrôleront de nouveau ; des volontaires nouveaux ne se présenteront pas, et il sera impossible de faire exécuter quelque mesure de contrainte. Déjà les désertions se multiplient ; elles seraient beaucoup plus nombreuses si les hommes ne conservaient pas l'espoir de recevoir bientôt les arriérages considérables de solde qui leur sont dûs.

L'année jdar, dans le congrès, on a dit : que plus d'un quart des officiers étaient absens de leurs régiments quelques uns avec, la plupart sans congé.

La proclamation d'émancipation a dégoûté beaucoup de monde ; elle a rendu encore plus douteuse la possibilité de toute autre issue de la guerre que la séparation. L'impopularité et les incapacités de l'administration pèsent sur eux partisans et ils affaiblissent toute l'administration. L'attaque contre le cabinet par les sénateurs républicains, lui a porté, sans nul doute, un grave préjudice. L'effet en est suivi dans les journaux. Hier, un des journaux de Washington publiait le texte des résolutions pressant le président d'opérer un remaniement. Outre ces défections de partis, il existe dans quelques-uns des Etats occidentaux, et surtout l'Indiana et l'Illinois, un mécontentement qui fait craindre plus qu'une opposition constitutionnelle. De plus, l'état des finances devient réellement alarmant : la solde de l'armée est de six mois en retard.

Le parti démocratique cherche à profiter des embarras de ses adversaires sans s'engager lui-même dans aucune politique définie. Il s'attaque aux arrestations arbitraires et aux autres mesures extra-légales du cabinet et surtout de l'administration de la guerre ; mais il ne risque pas sa popularité en se déclarant contre la guerre, ou en proclamant la séparation.

Ses chefs savent qu'il passe pour être le parti de la paix, et qu'il a réellement toutes les voix de ceux qui veulent la paix. Ce parti ne s'exposera pas au danger de perdre d'autres voix en s'avouant désireux de la paix. Ils veulent jeter sur les républicains toute la responsabilité des mesures impopulaires qui pourraient devenir nécessaires. La médiation étrangère ne paraît pas devoir être agréable au peuple en masse, et les démocrates seraient très charmés d'échapper à toute participation et à l'impopularité d'un appel à ce moyen. Suivant les circonstances actuelles la difficulté de maintenir la force américaine de l'armée paraîtrait devoir être la cause la plus probable de paix. Toutefois de grands succès militaires pourraient raviver l'esprit belliqueux, et une invasion des Etats du Nord, par les confédérés, engagerait probablement un grand nombre de volontaires à s'enrôler pour une courte période, dans le but de défendre leurs foyers. Il n'y a rien à présent qui soit de nature à prouver s'il se présentera ou non vraisemblablement une conjoncture dans laquelle les puissances étrangères pourront contribuer opportunément et avec effet à mettre un terme à l'effusion du sang.

La seconde collection de documens, est une correspondance entre le comte Russell et M. Mason, du mois d'avril 1862 à la fin du mois dernier. Les lettres de M. Mason pressent le gouvernement de reconnaître les Etats confédérés et de rompre le blocus. Il s'étend en longs argumens sur le droit international ; mais la plupart des réponses de lord Russell ne sont que de courtois accusés de réception. Cependant, le 21 août, le comte Russell écrit :

En présence des événemens incertains, en face des alternatives de victoire et de défaite, de la prise de la Nouvelle Orléans, de la marche des Confédérés de Corinth jusqu'à Memphis et sur les rives du Mississippi jusqu'à Wickeburg, en regard de l'insuccès de l'attaque de Charleston, et de la retraite devant Richmond et des allégations si contradictoires des deux parties contendantes, le gouvernement de S. M. est déterminé à attendre encore.

Au commencement de cette année, M. Mason adressa au foreign-office une lettre datée de janvier 1863, dans laquelle il élève des objections contre la manière de voir du gouvernement anglais au sujet du blocus. Le comte Russell lui répondit :

Le comte Russell à M. Mason.

Foreign-office, 10 février 1863.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du janvier, relative à la lettre que vous m'avez adressée, le 7 juillet dernier, au sujet de l'interprétation faite par le gouvernement de S. M. à la déclaration relative au blocus, annexée au traité de Paris. Je dois d'abord vous assurer que le gouvernement de S. M. regretterait beaucoup que vous eussiez vu un manque de respect dans cette circonstance que jusqu'ici il ne vous a été adressé qu'un simple accusé de réception de votre lettre.

Quant à la question contenue dans votre lettre, j'ai à vous dire que le gouvernement de S. M ne voit aucune raison de modifier le langage employé dans ma dépêche du 15 février dernier à lord Lyons. Il paraît suffisamment clair au gouvernement de S. M. que la déclaration de Paris n'a pu vouloir dire qu'on dût être bloqué de façon à empêcher réellement tout accès par tous les vents, et qu'il ne peut pas y avoir de communication par une nuit noire ou au moyen de petite steamers longeant les côtes, ou un mot qu'il fût nécessaire que toute communication avec un port bloqué soit absolument impossible en toutes circonstances.

Par exemple, je puis dire qu'un blocus continuerait à exister légalement, bien qu'un orage soudain ou un changement de vent ait momentanément dispersé la flotte de blocus. C'est là un changement auquel, d'après la nature des choses, un blocus est soumis. Un tel accident ne surprend pas et à plus forte raison ne rompt pas le blocus, tandis qu'au contraire si une force supérieure chasse l'escadre de blocus, le blocus est rompu et, pour le rétablir, il doit être de nouveau notifié aux neutres dans les formes d'usage.

La déclaration de Paris était en vérité dirigée contre ce que l'on appelait autrefois "blocus sur le papier," c'est à-dire blocus non soutenu par une force réelle, ou soutenue seulement par une force navale notoirement insuffisante, telle que l'apparition momentanée d'un navire de guerre ou autre fait de ce genre.

La suffisance de la force navale pour maintenir le blocus doit toujours jusqu'à un certain point, être évidente et réelle ; mais il ne paraît pas que dans les nombreux cas portés devant les tribunaux de prise, en Amérique, il ait été argué de l'insuffisance de la force par Eux qui eussent été intéressés à la faire pour contester la légalité de la prise.

En conséquence, l'interprétation donnée par le gouvernement de la reine à la déclaration de Paris a été qu'un blocus, pour être respecté par les neutres, devait être effectivement réel. Au moment où j'écrivais à lord Lyons, le gouvernement de la reine était d'avis que le blocus des ports du Sud ne pourrait être envisagé différemment ; et assurément la manière dont il a été depuis exécuté ne permet pas aux gouvernemens neutres de prétexter que le blocus n'a pas été maintenu d'une manière effective et réelle.

Il convient d'ajouter que la même opinion, quant à la signification et à l'effet de l'article de la déclaration de Paris au sujet du blocus, ci-dessus exposée, a été partagée par le représentant des Etats-Unis près la cour de Saint-James (M. Dallas) pendant les communications qui ont eu lieu entre les deux gouvernemens, quelques années avant la guerre actuelle, en vue de l'acquiescement des Etats Unis à cette déclaration.

Je suis, etc. Signé : RUSSELL.

Quelques unes des dépêches de la 3e collection de papiers ont été publiées précédemment ; cette série a trait à l'équipement de l'*Alabama* et à ses exploits. La correspondance a lieu entre M. Adams et le Foreing-Office.

THEATRE DE L'OPERA.

BENEFICE DE MME BOUDRO.—Une grande représentation sera donnée samedi prochain au bénéfice de Mme Boudro, avec le concours de Mme De Latournerie, de MM. Julien, Gilbert, Devismes, Du Bearn, Ch. Clauisse, Maillet, Emile et des chœurs. C'est la première fois que Mme Boudro se présente devant le public en qualité de bénéficiaire, et, cependant, depuis deux ans elle a toujours concouru à toutes les représentations lyriques et dramatiques. Elle a fait de rapides progrès comme comédienne et nous l'avons vu jouer les rôles les plus divers, d'une manière toujours convenable et souvent avec succès. Comme cantatrice, Mme Boudreau a prouvé, dans deux épreuves récentes, qu'elle pouvait aborder, sans crainte, les rôles principaux. Elle s'est acquittée avec honneur, la semaine dernière, du rôle d'Adalgise dans *Norma*, rôle qu'elle chantait pour la première fois et elle a certainement bien mérité les applaudissements qu'elle a recueillis même dans les passages les plus difficiles. Elle a choisi pour son bénéfice le charmant opéra de Maillart, *Les Dragons de Villars*, dans lequel elle a chanté et joué avec beaucoup de succès le rôle de la fermière. On reverra avec plaisir cet opéra-comique qui a été parfaitement rendu par Mme Delatournerie, Mme Boudro, MM. Devismes, Gilbert, Clausse et Du Bearn. Le programme comprend, en outre, le spirituel proverbe d'Alfred de Musset, *Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée*, qui sera joué par M. Julian et Mme De Latournerie. C'est donc un joli spectacle pour la soirée de samedi.

MAISON E. GIQUEL—Cette maison, dont la vogue se maintient au milieu de nos malheurs et de la ruine publique, grâce aux efforts qu'elle fait pour satisfaire ses nombreuse clientèle, a reçu par les derniers arrivages du Nord et d'Europe, un admirable assortiment de marchandises de printemps et d'été. Ces articles, tous d'une remarquable fraîcheur et provenant des fabriques les plus renommées, seront vendus à très bas prix. Nous appelons sur l'annonce de M. E. Giquel l'attention toute particulière des dames de la Nile-Orléans.

CHRONIQUE LOCALE.

ORDRE DU GENERAL BANKS.—Le journal officiel d'hier matin publie l'ordre suivant :

PILLAGE

Saisie de propriétés particulières.

Quartier général du Département du Golfe.

19e corps d'armée.

Camp de Brashear City, 9 avril 1863.

ORDRES GENERAUX, No. 27.

Le pillage et les déprédations sur les propriétés particulières sont défendues et doivent être supprimés.

Le gouvernement prendra tout ce qui est nécessaire à l'armée, après compensations libérales à toutes les personnes bien disposées, suivant la valeur dans le pays.

La perte de propriétés consacrées à l'usage des rebelles ou détruites par l'incendie retombera sur les propriétaires et sur le peuple.

S'ils demandent des réparations pour leurs pertes, la conservation de leurs biens ou un retour à la paix, à la prospérité et au pouvoir, qu'ils rétablissent le gouvernement des Etats Unis !

Par ordre du major général BANKS,
RICHARD B. IRWIN, lieutenant-colonel A. A. G.

COUR PROVISOIRE DES ETATS UNIS.—*Lundi matin*—Rogers contre Hath. Sur motion de J P. Sullivan, l'affaire a été fixée pour mercredi prochain.

Roman contre Denny—Jugement a été rendu cette affaire. "La poursuite doit être accordée, mais la séquestration de la propriété couverte par l'hypothèque doit être mise de côté. La séquestration de la récolte de sucre faite et manufacturée doit être écartée aussi.

Duval contre Walker, les mêmes contre Merritt—La motion pour un nouveau procès dans les deux cas a été débattue. Bradbury pour la motion et Torrey contre. Il a été convenu que la décision dans l'affaire Walker serait applicable à celle de Merritt. Après un long débat, les motions ont été prises en considération.

SIXIEME COUR DE DISTRICT—La maison de commerce West, Renshaw & Cammack, de cette ville, ont intenté un procès dans cette Cour à la Banque du Sud de la Nile-Orléans et a d'autres banques. La pétition allègue que dans le mois de décembre 1861, Robert Chew résidant à New-York, a adressé aux demandeurs pour collection, des billets s'élevant à la somme de $14,736 30|100 ; qu'eu égard aux troubles militaires qui commencaient à cette époque, la collection des billets ne put être faite aussi rapidement que dans les temps ordinaires, qu'ils furent saisis et confisqués par l'autorité des Etats Confédérés et les demandeurs forcés par les Cours de les abandonner au nouveau pouvoir des Etats Confédérés.

Le montant des billets ne fut pas collecté et n'est pas maintenant recouvrable. Sous l'administration du général Butler, le plus ancien membre de la société R. West, en août dernier, fit mis sous arrêt et reçut l'ordre de produire les billets envoyés par M. Chew ou de payer leur montant. La pétition allègue que fut conforme aux faits ci-dessus relatés, mais afin d'éviter l'incarcération il fut obligé de souscrire un billet en faveur de M. Chew, payable à six mois pour tout le montant des divers billets envoyés par lui pour collection. Ce billet fut signé par M. West et pour la maison : Il fut aussi obligé de donner comme sécurité collatérale cent actions de la banque du Canal et deux billets, propriété de la maison, l'un de $4500 et l'autre de $4407 92|100

Tous ces divers billets et engagemens sont maintenant en la possession de la Banque du Sud et les demandeurs prient la cour de les dispenser de payer le billet, par la raison qu'il fut donné pour complaire à l'autorité militaire que les demandeurs ne pouvaient ni refuser ni changer et demandent qu'un jugement soit rendu, déclarant le billet et l'engagement nuls et de nul effet et qu'ils soient remis aux demandeurs comme leur propriété et qu'ils soient séquestrés dans ce but.

FAMINE — Une veille femme de couleur a été amenée hier à la station de police du 3me District et envoyée à l'Hôpital de Charité où elle n'a pas été admise. Elle dit qu'elle n'a pas mangé un morceau de quoique ce soit depuis quatre jours. Les officiers de police présents ont envoyé chercher quelque chose pour elle au restaurant voisin.

Henry, esclave de M. Sheldon a été amené à la station de police du second district sur un affidavit de Fred. Bebenrick qui l'accuse d'assaut et batterie.

VIOLATION DES ORDONNANCES DE VILLE.—Edward Morris, un tenant d'ébène, a été arrêté dans le 3me district par l'officier James qui l'accuse d'avoir couru à cheval dans le centre de la rue Esplanade en violation de l'ordonnance 511.

LES RESOLUTIONS DU SENAT SUR L'INTERVENTION.—On connaissait, le 16 mars, à Paris le rapport du sénateur Sumner sur l'intervention, mais on n'avait pas encore appris le vote des résolutions.

La *France*, dans son numéro du 17 fait allusion aux conclusions du rapport en ces termes :

Les dépêches de New York nous font connaître les conclusions du rapport présenté par le sénateur Sumner, au nom de la commission chargée d'examiner les offres de médiation.—Ces conclusions sont aussi regrettables que possible ; la démarche pacifique de la France, inspirée par les plus nobles motifs, y est transformée en acte hostile, et l'on y encourage la outrance une guerre sans issue et sans fin.

ECHEC DES RUSSES EN CIRCASSIE—Nous trouvons la nouvelle qui suit dans un journal parisien :

Une dépêche particulière des bords de la mer Noire nous apprend que les Circassiens avaient obtenu, dans les journées des 5, 6 et 7 février, des avantages signalés contre les troupes russes qui avaient été repoussées des villages de Sèbe et de Kional, en Abhazie, après des pertes sérieuses.

Le grand duc Michal, qui a pris, le 14 février, le commandement en chef des forces russes dans le Caucase, devait dans les premiers jours de mars reprendre l'offensive et frapper un grand coup.

Décédée hier soir à neuf heures P M. MARCELINE BLACHE, née ROUTIER, âgée de 80 ans ; ses amis et connaissances et ceux de sa famille sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu ce soir à 4 heures précises. Son corps est exposé à sa dernière demeure rue Marais No 200, entre Dumaine et St Philippe.

De la part de sa famille.

BULLETIN COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS,

Lundi soir, 12 avril, 5 heures P. M.

Les avis reçus par le Potomac annoncent une hausse soutenue et cette dernière dans le prix de l'or. Cette nouvelle affecte de la fermeté au marché. On semble maintenant mieux disposé à opérer sur la place.

COTON—Rien à signaler. Samedi dernier il s'est vendu 13 balles endommagées à 54½ cents la livre.

SUCRE—Vente de 200 boucaults en lots divers à des prix variés, savoir : 4½ à 5c pour le brut, 5½ à 6c pour le fully fair, 6½ à 8½ pour le prime.

MELASSE—Vente de 800 barils en lots divers à 35, 36 et 37 c|38c la fermentée de la nouvelle récolte.

MAIS—Il s'est vendu environ 500 sacs à 62 le boisseau.

FOIN—400 tonneaux ont été vendus à raison de $26 la tonneau.

AVOINE—850 sacs ont été vendus à $1 05 le boisseau.

FARINE—Le marché n'est pas ferme. Il n'est vendu de petits lots à des prix trop variables pour être cotés.

MARCHE AUX BESTIAUX.

Jefferson City, 14 avril 1863.

Arrivé, hier, 15 bœufs, 31 cochons et 57 veaux. Vendu, 24 bœufs, 64 cochons et 16 veaux. A vendre, 51 bœufs, 180 cochons, 91 veaux et 15 vaches à lait.

Bœuf, 1re qualité, par livre, net		50 cts.
" 2e "		15
" 3e "		10
Veaux, 1re qualité, par tête		$25 @ 30
" 2e qualité, par tête		$20 @ 25
Cochons, par 100 livres		$3 50 c.
Moutons, suivant la qualité, par tête		$2 @ 10
Vaches à lait, par tête		$100 @ $150

LISTE MARITIME.

Port de la Nouvelle-Orléans

EXPEDIE HIER.

Steamship de la malle des E U Geo Washington, Gager, New York.
Navire Mont Blanc, Donnell, New-York.
Barque Alice Minott, Low-ii, New York.
Brick Isabel, Boardman, Charleston, Philadelphie.
Goélette Mary Mankin, Briggs, New York.

ARRIVES HIER.

Steamship Melville, Ellis, Rio Grande.
Goélette Gabriel Adams, de la Côte.
Goélette Eugenia, de la Côte.
Goélette Emma, de la Côte.
Goélette Pilot, de la Côte.
Goélette Miltenburgh, de la Côte.
Barge No 1 de Smith, de la Côte.
Loogre Flying Dutchman, de la Côte.
Sloop Eclipse, de la Côte.
Goélette Star, de la Côte.
Bateau Henri, de la Côte.
Steamboat Time and Tide, Sheldon, Baton Rouge.
Steamboat Iberville, Dillon, de l'embouchure du Lac.

Pour les exportations et les importations voir la partie anglaise.

ATTENTION

Le shérif vend aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs rue Royale, le terme restant du bail du magasin No 27 rue de Chartres.—Voir aux annonces.

M. R. Scott vend à l'encan, ce matin, à 10 heures, des marchandises diverses, à sa salle d'encan, rue des Magasins, No 54.—Voir Panonceau.

M. R. Scott, encanteur, vend du champagne, des vins rouges et du vermouth, aujourd'hui, 14 courant, à 4 heures P. M., sur la Levée, en débarquement du bâtiment Genevière, en face du marché français.

M. R. T. Montgomery vend à l'encan aujourd'hui, mardi, 14 courant—A 10 heures et demie, à l'entrepôt India, rue Tchoupitoulas, No 145, foin de foin de Nord de première qualité. A midi, dans la rue du Camp, No 93, 100 balles mousse fine, café Rio, bacon, graines de coton, huile de charbon, amidon, eaux de vie, whisky et un grand assortiment d'autres groceries. A 11 heures, dans la rue du Camp, No 87, meubles et autres articles de ménage. Pour les détails, voir aux annonces.

M. D. E. Morphy appelle l'attention des acheteurs sur la vente de construction qu'il vend, ce matin, à onze heures et demie, dans la rue des Magasins, Nos 27 et 29, encoignure Gravier, une variété de groceries et de provisions. Voir Panonceau.

M. F. Boisseau vend à l'encan, ce matin, à onze heures, dans la rue des Magasins, Nos 27 et 29, encoignure Gravier, une variété de groceries et de provisions. Voir Panonceau.

FEUILLETON.

JEAN DIABLE

PAR PAUL FÉVAL.

IX

MEMENTO.—Suite.

Nous passons au principal du tableau, aux trois colonnes réunies au centre sous le signe sinistre :

Memento.—3 février 1817—Constance Bartolozzi.

La première colonne : *Ses ennemis*, portait : "Fanny T.... mère de R. T. cantatrice comme elle au théâtre de la Princesse ;—talent médiocre,—reléguée au second rang après avoir occupé le premier ;—a pris sa retraite avec rancune et tristesse ;—désordre, dissipation, grands besoins. Une partie des appointemens de R T. passait là ;—obligations contractées (Fanny T. devait plus de mille livres à Constance.—En quête au théâtre : Fanny T. montait des cabales contre son ennemie."

Il y avait en outre une liste de noms assez considérable contenant presque tous les camarades de la Bartolozzi. Ceci n'est point dirigé contre les gens de théâtre, qui sont en effet déplorablement jaloux les uns des autres, mais qui ne le sont pas beaucoup plus que les avocats, les médecins, les hommes de lettres, les millionnaires et les chiffonniers. L'arbre qu'on appelle la confraternité produit cette fleur.

2o *Ceux qu'Elle gênait.* "Obligeante, mais femme d'affaires, la Bartolozzi touchait les intérêts des prêts qu'elle faisait à ses camarades Fanny T.... lui payait soixante livres par an—Fanny T.... disait souvent que si Constance quittait le théâtre elle y reprendrait aussitôt sa place—R. T.... fou de sa mère, épouvanté sa querelle, insulta la Bartolozzi dans la rue (étant ivre